Embargo: 19.01.2018, 19.00 heures

# Quand le Suisse libre devient un sujet

"La Suisse sur la voie de la servitude"

Discours de l'Albisgüetli du 19 janvier 2018 tenu à l'occasion du 30<sup>e</sup> Congrès de l'Albisgüetli de l'UDC du canton de Zurich à la maison de tir de l'Albisgüetli à Zürich

par Christoph Blocher, anc. conseiller national et anc. conseiller fédéral

La version écrite et la version orale font foi. L'orateur se réserve le droit de s'écarter notablement du manuscrit.

La version écrite est disponible à partir du 19 janvier 2018 à 21 heures sur les sites internet www.blocher.ch, www.svp-zuerich.ch et www.udc.ch.

L'enregistrement vidéo sera visible samedi, 20 janvier 2018 à partir de 11 heures sur les sites internet www.blocher.ch, www.svp-zuerich.ch et www.udc.ch.

#### Table des matières

# La Suisse sur la voie de la servitude

l.	Prologue	3
II.	Le refus de l'EEE, la plus importante votation populaire depuis 1848	8
III.	Les 25 années passées: privation progressive des citoyens de leurs droits	9
IV.	Le coup d'Etat de tous les pouvoirs de l'Etat	10
V.	Céder le droit de vote à Bruxelles?	10
VI.	Les raisons de la résignation	11
VII.	Que faut-il faire?	13
VIII.	Elections 2019	14
IX.	Non à l'accord-cadre avec l'UE	14
X.	Friedrich Dürrenmatt, maître à penser de l'UDC	15

Monsieur le Président.

Messieurs les Conseiller fédéraux.

Monsieur le Président de l'UDC Suisse,

Monsieur le Président du groupe parlementaire fédéral UDC,

Monsieur le Président du gouvernement,

Monsieur le Conseiller d'Etat.

Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux.

Mesdames et Messieurs les Députés de nombreux cantons,

Mesdames et Messieurs les Présidents de commune et conseillers communaux, Mesdames et Messieurs les Juges fédéraux, Juges cantonaux, Juges de district et

Procureurs généraux,

Messieurs les Divisionnaires et Brigadiers, mais surtout vous tous,

Membres, Amis et Hôtes de l'UDC du canton de Zurich,

Mesdames et Messieurs.

soyez les bienvenus!

#### I. Prologue

«Ja, du bist frei, mein Volk, von Eisenketten, Frei von der Hörigkeiten alter Schande; Kein Hochgeborner schmiedet dir die Bande, Und wie *du* liegen willst, darfst *du* dir betten!

Doch nicht kann dies dich vor der Herrschaft retten, Die ohne Grenzen schleicht von Land zu Lande; Ein grimmer Wolf in weichem Lammsgewande, Schafft sie zum Lehn sich all' bewohnte Stätten.

Wenn du nicht völlig magst den Geist entbinden Von ihres Dunstes tödlicher Umhüllung, Nicht tapfer um der Seele Freiheit ringen:

So wird der Feind stets offne Tore finden, All Deinem Werke rauben die Erfüllung, Und jede Knechtschaft endlich wiederbringen!<sup>1</sup>

(Traduction résumée en français: "Oui, mon peuple, tu es libre de chaînes de fer, Libre de honteuses soumissions anciennes. Aucun noble ne forge tes entraves. Tu as le droit de te coucher comme tu l'entends.

Mais cela ne peut pas te sauver de la domination Qui s'étend sournoisement au-delà des frontières. Un loup en colère habillé d'une douce peau d'agneau Veut assujettir tous les endroits habités.

<sup>1</sup> Gottfried Keller: Gedichte, Heidelberg: Akademische Verlagshandlung von C. F. Winter, 1846, p. 89

Si tu ne parviens pas à libérer totalement ton esprit de cet embrassement mortel, Si tu ne défends pas courageusement la liberté de ton âme,

Alors l'ennemi trouvera toujours des portes ouvertes Pour te voler le fruit de ton œuvre Et t'imposer la servitude.")

C'est ainsi que le grand poète zurichois Gottfried Keller fait l'éloge de la liberté et de la maturité de la Suisse. Le titre de ce poème tient en trois mots: mise en garde.

C'était en 1846, donc peu avant l'entrée en vigueur de la Constitution fédérale de 1848. Gottfried Keller savait que chez nous aussi, peu de temps auparavant, des souverains avaient régné sur des sujets uniquement en raison de leur naissance. Des baillis urbains résidaient dans les châteaux zurichois. Les assemblées et les soulèvements pour la liberté démocratique étaient sévèrement punis. La prison, des châtiments corporels, la mise au pilori, voire la décapitation par le bourreau attendaient les manifestants. Les habitants des campagnes zurichoises en savaient quelque chose. Mais ils ne se sont pas laissé faire et ils se sont tout de même soulevés.

En cette mémorable "Journée d'Uster" de 1830, le peuple de la campagne a affronté l'autorité en exigeant liberté et démocratie. Un an plus tard déjà, Zurich a été le premier canton suisse à se doter d'une constitution libérale et démocratique.

Des expéditions de corps francs ont été organisées contre les adversaires d'une nouvelle Constitution libérale. Gottfried Keller a lui aussi marché. (Il semble cependant qu'il ne soit pas allé très loin, ne pouvant résister à l'appel des tavernes. Lorsqu'il est rentré, éméché, à Zurich, il aurait demandé à un gendarme où habite Gottfried Keller. Etonné, celui-ci lui a répondu: "Mais c'est vous-même, Gottfried Keller!" Réponse énervée du poète: "Je sais bien que je suis Gottfried Keller. Je vous demande où il habite!")

Cédant aux pressions populaires, le jeune Etat fédéral de 1848 s'est donné une constitution libérale et démocratique. C'était la fin de la servitude, et Gottfried Keller se réjouissait:

"Oui, mon peuple, tu es libre de chaînes de fer, Libre de honteuses soumissions anciennes. Aucun noble ne forge tes entraves. Tu as le droit de te coucher comme tu l'entends."

Mais Gottfried Keller connaît les hommes et la vie. Il connaît les gouvernants, le pouvoir, la méchanceté des hommes. Sa jubilation est donc rapidement suivie d'une **inquiète mise en garde**: Prenez garde, Suisses, sinon on vous prendra votre liberté!

"Mais cela ne peut pas te sauver de la domination Qui s'étend sournoisement au-delà des frontières. Un loup en colère habillé d'une douce peau d'agneau Veut assujettir tous les endroits habités."

Suisse libre, prends garde à toi et prie!

Notre liberté est menacée toujours et partout. A toutes les époques. "Le plus pieux ne peut pas vivre en paix si cela déplaît à son méchant voisin!" Cette sagesse figure dans la pièce Guillaume Tell de Friedrich Schiller.<sup>2</sup> Chaque génération doit recommencer le combat pour la liberté, avertit Gottfried Keller.

Au 19<sup>e</sup> siècle déjà, les puissances européennes refusaient d'admettre que la Suisse se donne une Constitution fédérale libérale. A l'époque déjà, les revendications et les menaces **ne connaissaient pas de frontières nationales**.

Gottfried Keller a décrit en des termes presque aimables les attaques contre la Suisse éprise de liberté: le loup se cache sous une "douce peau d'agneau". Et qui donc nous parle aujourd'hui encore d'une voix doucereuse pour nous dire:

- "Chers Amis suisses, ce n'est que pour votre bien que nous, les grandes puissances européennes, nous vous disons ce que vous avez à faire. Notre pouvoir ne vous apporte que des avantages!" C'est ainsi qu'on nous parlait autrefois et c'est ainsi qu'on nous parle toujours.
- "Chers Amis suisses, la manière la plus simple d'agir pour vous est de vous décider pour l'Europe. Nous appartenons tous à la même famille, nous sommes tous pour la paix en Europe, pour la prospérité et l'égalité. C'est dans votre intérêt d'en faire partie." Voilà ce qu'on nous susurrait autrefois à l'oreille et voilà ce qu'on continuera sans doute de nous susurrer à l'avenir.
- "Voyez, Chers Amis suisses, si vous renoncez volontairement à vos droits de la liberté, vous aurez moins de problèmes. Nous vous aimons tous et nous ne voulons que votre bien. Signez donc cet accord-cadre et vous n'aurez plus de soucis. Appelons-le accord d'amitié."

Puis, la voix change et devient celle d'un père aimant, mais sévère: "Mais l'amitié, Chers Amis suisses, exige aussi la soumission. Et ceux qui refusent de se soumettre doivent en assumer les conséquences. Dans ce cas, vous subirez des mesures de compensation. Ce n'est certainement pas ce que vous voulez."

Gottfried Keller le savait aussi, d'où sa mise en garde:

Si toi, peuple suisse, tu te laisses endormir par la douceur du ton et les flatteries, si tu ne peux pas y résister et si tu ne défends pas courageusement ta liberté, si tu ne te rends pas compte de l'"embrassement mortel" d'une puissance qui veut te soumettre et t'étouffer, alors il t'arrivera ce que Gottfried Keller a annoncé en des termes on ne peut plus clairs:

"Alors l'ennemie trouvera toujours des portes ouvertes pour te voler le fruit de ton œuvre et t'imposer la servitude."

\_

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Friedrich Schiller: Wilhelm Tell, pièce de théâtre, 1<sup>re</sup> édition, Tübingen, J. G. Cotta, 1804.

Lorsque le poète composait ce sonnet, il souffrait encore souvent de la faim. La Suisse pleurait des milliers de morts en 1847 à cause de famines consécutives à de mauvaises récoltes. Nonobstant toutes les promesses sournoises qui lui furent faites, notre pays a choisi la voie pénible du "sonderfall", du cas particulier, la voie de la liberté.

Et, ô surprise, la Constitution fédérale libérale de 1848 a déployé ses effets bénéfiques au fil des décennies et des siècles. Elle n'encourageait pas directement, elle ne faisait pas de cadeaux, mais elle garantissait l'indépendance de la Suisse, les droits démocratiques et économiques, une neutralité permanente et armée et une économie de marché ouverte au monde. Voilà, Mesdames et Messieurs, la véritable base de la liberté et de la prospérité de la Suisse, et non pas les vains bavardages sur la globalisation et de petits accords bilatéraux.

Mesdames et Messieurs, j'ai parfois l'impression que Gottfried Keller est notre contemporain. Mais au 19<sup>e</sup> siècle sa sagesse, sa clairvoyance et son engagement pour les "droits de la liberté" des citoyens formaient un message bienvenu et enthousiasmant. Aujourd'hui, le poète et son message seraient violemment dénigrés. Du moins le seraient-ils à la Berne fédérale et dans médias alignés. Gottfried Keller serait un prêcheur solitaire dans le désert. On le traiterait certainement de populiste.

Nous autres gens de l'UDC, nous le savons bien: si la Suisse est aussi merveilleuse, c'est parce qu'elle a eu jusqu'à ce jour la force, la sagesse et la volonté de défendre son indépendance, sa démocratie directe et sa neutralité permanente et armée. Elle a su résister aux menaces et chantages des grandes puissances et elle n'est pas tombée dans les pièges de leurs belles promesses.

• Il en était ainsi en 1848, soit deux ans avant que Gottfried Keller compose son poème, lorsque la Confédération a eu le courage de transformer, contre la volonté des Etats voisins, une alliance souple d'Etats en un Etat fédéral libéral et démocratique. Tous les pays voisins – des monarchies – ont lancé des menaces et fait pression sur la Suisse afin que celle-ci ne devienne pas un cas particulier au cœur de l'Europe. La France menaçait d'attaquer militairement la Suisse en massant des divisions à ses frontières. Mais le père de la Constitution fédérale, le président de la Diète et futur conseiller fédéral bernois Ulrich Ochsenbein a réagi par les paroles suivantes: "Et si l'invraisemblable devait se produire, si une immixtion étrangère dans les affaires intérieures de la Confédération devait être tentée, alors le monde doit savoir que la Suisse, forte de son droit et grande des sympathies qu'elle éveille parmi les peuples libres et se battant pour leur liberté, saura se défendre fermement et se sacrifier jusqu'à la dernière goutte de sang."3

En d'autres termes: vous pouvez certes tenter de nous faire céder par la violence à vos exigences. Mais alors vous serez chassés de vos trônes par vos propres peuples!

\_

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Rolf Holenstein: "Ochsenbein, Erfinder der modernen Schweiz", Bâle 2009, p. 235.

Si seulement des hommes et des femmes de la trempe d'Ochsenbein gouvernaient aujourd'hui la Berne fédérale! Ils n'auraient pas échangé des baisers, mais ils auraient parlé en termes clairs! Car Ochsenbein savaient très bien que les embrassades sont souvent suivies de coups de trique.

Les troupes françaises sont retournées dans leurs casernes et la Constitution fédérale suisse est née. Contrairement aux autres pays européens, la Suisse a réussi à fonder un Etat national libéral.

Les tendances à créer des Etats nationaux libéraux démocratiques et respectant les droits civiques se sont manifestées dans toute l'Europe au milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Les princes et monarques régnants les craignaient et les combattaient par la violence. De nombreux pays ont dû attendre encore près de 100 ans la liberté et la démocratie.

Le mouvement vers l'Etat national visait à réaliser un Etat de droit libéral, soit le contraire de ce que voulaient plus tard le national-socialisme et d'autres formes de socialisme. Le socialisme, quelle que soit sa forme, cherche à détruire l'Etat national libéral. L'idée du socialisme consiste à donner tout le pouvoir à l'Etat ou au gouvernement. Dans l'Etat national suisse, le pouvoir appartient aux citoyennes et aux citoyens.

L'Etat national libéral a une tradition de plus de 170 ans en Suisse. Il nous a apporté la paix et la prospérité. Cette tradition est toujours vivante chez nous. Dans d'autres Etats, ces idées libérales ont été violemment combattues et des guerres épouvantables ont éclaté.

- Rappelez-vous les désastreuses guerres européennes, la guerre francoallemande de 1871, la Première Guerre mondiale, la Deuxième Guerre
  Mondiale, la Guerre froide. Songez à ces plus de 100 millions de morts dont le
  socialisme sévissant sous diverses formes dans le monde entier est responsable.
  La Suisse a survécu dans la paix parce qu'elle était décidée à défendre sans
  compromis sa liberté, son indépendance et sa démocratie, parce que sa foi
  dans la liberté et la neutralité permanente et armée était inébranlable.
- L'Etat fédéral a aussi survécu à ce qui était sans doute une de ses plus graves crises il y a juste cent ans. A cette époque, des élus politiques de gauche avaient provoqué une grève générale à la mode bolchéviste pour précipiter la démocratie et la remplacer par la dictature du prolétariat. Si cette tentative n'avait pas échoué devant la résistance de la droite politique, et notamment de la jeune UDC qui s'est battue fermement à l'époque, nous aurions vécu les horreurs dont l'Union soviétique nous a donné l'exemple: régime arbitraire, terreur, innombrables morts, effondrement économique, bref une catastrophe humanitaire complète. Les paroles courageuses de Fritz Bopp, fondateur du parti des paysans zurichois qui est devenu plus tard l'UDC, illustrent la résistance bourgeoise contre ce projet de coup d'Etat. Voici qu'il a déclaré en substance devant le Conseil national: L'appel à fêter le premier anniversaire de l'Etat bolchéviste était déjà une raison suffisante pour se montrer prudent. Ceux qui connaissent un tant soit peu l'Union soviétique bolchéviste arrivent forcément à la conclusion que ce prétendu régime étatique est en contradiction totale avec les conditions suisses, avec une Suisse qui veut rester une république démocratique.

Devons-nous céder, demandait Fritz Bopp pour répondre immédiatement à sa question: "Non, je dis jamais! Il vaut mieux se laisser ensevelir sous cette coupole que d'accepter que le drapeau rouge y soit hissé. (...) Si nous capitulons aujourd'hui, nous aurons capitulé pour toujours."

La manière dont les médias, également en Suisse, célèbrent le 100<sup>e</sup> anniversaire de la révolution communiste est alarmante. Il semble que de nombreuses personnes n'ont toujours pas compris le profond mépris de l'humanité que comportent toutes les variantes du socialisme, qu'il soit rouge, brun ou rose. Aujourd'hui plus que jamais, nous n'avons pas le droit de capituler devant la face hideuse du socialisme.

#### II. Le refus de l'EEE, la plus importante votation populaire depuis 1848

Mais revenons à une actualité plus récente. Il y a 25 ans, en 1992, la liberté de notre pays était une fois de plus gravement mise à l'épreuve. Presque toute l'élite politique – le Conseil fédéral, le Parlement, l'administration, les associations économiques, les syndicats, les médias, la culture – se pressait vers l'Espace économique européen (EEE). Ces milieux étaient fascinés par l'Union européenne. Ils voulaient faire partie de cette grande puissance. Alors, ils exigeaient que les Suissesses et les Suisses signent un contrat qui aurait contraint notre pays d'accepter automatiquement, donc sans aucun droit de participation, des lois UE et des décisions de juges étrangers. C'eût été la fin du droit de vote unique dont disposent les citoyennes et de citoyens libres. La Suisse serait devenue une colonie de l'UE.

Un projet inacceptable pour l'UDC. L'UDC zurichoise a pris la tête de l'opposition. Ici même dans cette salle, l'UDC du canton de Zurich était le premier parti suisse à rejeter le 3 juillet 1992 déjà par 435 voix contre 14 l'adhésion de la Suisse à l'EEE, prélude à l'adhésion à l'UE.

Ce fut le coup d'envoi du combat pour la liberté de la Suisse. Ce combat a aussi provoqué une scission avec les autres partis de droite qui, d'entente avec la gauche, se préparaient à abandonner la Suisse. Nous avons toujours du mal à comprendre pourquoi ces milieux, cédant aux pressions de managers à courte vue, ont glissé dans le camp des adversaires de la liberté.

Mais le 6 décembre 1992 les Suissesses et les Suisses ont refusé l'adhésion à l'EEE avec une participation de près de 80%!

Nous autres gens de l'UDC, nous nous sommes contentés de faire des constats qui allaient de soi dans cette campagne de votation, le scrutin sans doute le plus important du siècle passé. Nous avons mené de toutes nos forces la **bataille pour l'indépendance** – qui ne date pas de 1848, mais qui en fait remonte à 1291 – et pour la **démocratie directe** et nous avons finalement gagné.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Bulletin sténographique officiel du Conseil national, 12.11.1918, p. 437.

#### III. Les 25 années passées: privation progressive des citoyens de leurs droits

Où en sommes-nous aujourd'hui, Mesdames et Messieurs? Nous devons malheureusement constater que durant les 25 ans écoulés la classe politique de la Berne fédérale a fait tout ce qui était en son pouvoir pour annihiler la décision populaire du 6 décembre 1992. Un constat clair et net s'impose: ces milieux n'ont jamais accepté le vote du peuple de 1992.

Peut-être croyaient-ils de bonne foi avant la votation sur l'EEE que la Suisse avait besoin de cet accord. Nous pourrions à la rigueur admettre que ce ne fut qu'une erreur et que leurs faux pronostics ne furent pas lancés dans l'intention de tromper le peuple et de trahir le pays.

Mais, Mesdames et Messieurs, les choses ont changé depuis 1992. Après la décision claire et nette du peuple suisse pour la liberté, ces mêmes milieux n'ont eu de cesse de sournoisement saper ce choix démocratique. Il leur fallait contourner l'obstacle principal sur la voie de l'adhésion à l'UE, c'est-à-dire la volonté populaire, pour atteindre tout de même leur objectif. Ils sont même allés jusqu'à violer la Constitution fédérale et à faire l'exact contraire de ce que prescrit celle-ci. Ces efforts condamnables ont fini par un coup d'Etat juridique: depuis quelques années, les trois pouvoirs de l'Etat écartent le droit de vote des citoyennes et des citoyens en plaçant le droit international au-dessus du droit national créé par le peuple et les cantons.

"Il est dans l'essence des mauvaises actions d'en engendrer constamment de nouvelles." La prochaine étape consiste à sanctionner ce coup d'Etat par un accord institutionnel rattachant la Suisse aux institutions de l'UE. Mesdames et Messieurs, méfiez-vous de la Berne fédérale!

Manipuler une votation populaire avec des mensonges, des faux témoignages et des pronostics erronés est une chose, mais que faire si le peuple vote tout de même autrement que le veut la majorité des politiciens? On a tout simplement tenté de ne pas appliquer la Constitution fédérale, comme ce fut le cas avec l'initiative contre l'immigration de masse. L'escroquerie constitutionnelle est devenue une règle de travail.

Conséquence de ce refus de respecter la Constitution fédérale, l'immigration démesurée se poursuivra et les Suissesses et les Suisses en souffriront toujours plus. Les menteurs et les traîtres tentent de dissimuler sous une curieuse nomenclature cette non-application de la Constitution en la baptisant "préférence nationale light". Et quand vous demandez à ces malfaiteurs si les dispositions constitutionnelles sont d'une importance secondaire, ils ne se gênent pas de vous répondre: "Oui, c'est ainsi. Les traités internationaux sont plus importants que la constitution nationale. C'est d'ailleurs normal. Sinon on ne pourrait plus conclure de traités avec d'autres Etats."

<sup>6</sup> Interview avec le conseiller national Kurt Fluri dans l'"Aargauer Zeitung", 10.7.2016, p. 5.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Friedrich Schiller: "Wallenstein, ein dramatisches Gedicht", Tübingen 1800.

#### IV. Le coup d'Etat de tous les pouvoirs de l'Etat

En 2012, une cour composée de cinq juges fédéraux a inversé la pratique admise jusque-là et statué que le droit international l'emportait désormais sur la Constitution fédérale. Le Tribunal fédéral ne se contente donc plus de "respecter" le droit international comme cela est écrit dans la Constitution, mais il lui donne la priorité par rapport au droit constitutionnel. Une autre cour du Tribunal fédéral a fait un pas de plus en 2015 en stipulant que l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE est également prioritaire par rapport à une loi plus récente adoptée par le Parlement et basée sur la Constitution.

Un coup d'Etat silencieux a eu lieu dans ce pays: l'administration, le gouvernement, le législatif et le Tribunal fédéral ont neutralisé le constituant suisse, donc le peuple et les cantons, et législateur, donc le peuple. Ils ont accaparé un pouvoir qui ne leur revient pas. Il s'agit donc d'un coup d'Etat.

Les Suissesses et les Suisses ne peuvent plus forger leur avenir. Ils ne peuvent plus décider de leurs conditions de vie. Des instances, organisations et puissances étrangères décident à leur place de ce qui est bon pour eux.

C'est la fin de l'autodétermination. Cependant, les juges fédéraux ont privé de leurs compétences non seulement le peuple, mais aussi le parlement.

Et, Mesdames et Messieurs, un Parlement fédéral qui se contente de recopier les lois et les prescriptions de l'UE n'a plus besoin d'un salaire de 140 000 francs par an et par membre. Un écolier du degré primaire peut en faire autant et il se contenterait de quelques francs et d'un d'une tablette de chocolat!

Tout cela ressemble étrangement aux coups d'Etat perpétrés par des dictateurs africains, sauf que les juges fédéraux portent des costumes sombres au lieu de vêtements colorés. Au moins le juge fédéral UDC, le professeur Hansjörg Seiler, s'est-il opposé à ses quatre collègues<sup>9</sup>. Nous le remercions de son courage.

#### V. Céder le droit de vote à Bruxelles?

En 2018, les piliers de notre Etat, soit l'indépendance, les droits démocratiques, la neutralité et le fédéralisme, sont menacés comme ils ne l'ont plus été depuis 1848.

La Berne fédérale veut conclure un accord qui enchaînera la Suisse à l'UE. Nous venons de le constater: "Il est dans l'essence des mauvaises actions d'en engendrer constamment de nouvelles." Comme de coutume, la Berne fédérale cherche aujourd'hui un joli nom pour dissimuler la réalité d'un traité de soumission. Dans un premier temps, cet accord était encore désigné de manière relativement honnête par

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> ATF 142 II 35, 26.11.2015.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> ATF 139 I 16, 12.10.2012.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Heidi Gmür: Hintergründe eines umstrittenes Urteils, dans: "Neue Zürcher Zeitung" no 41, 19.2.2016, p. 16.

accord institutionnel, puis on a parlé d'accord-cadre pour minimiser l'affaire, ensuite d'accord de coordination ou de consolidation et enfin, aimablement et encore plus hypocritement, d'accord d'amitié, une création verbale du commissaire UE Juncker. Pour ne pas être en reste, le PDC a récemment proposé la dénomination d'accords bilatéraux III, un nom aussi insignifiant que le programme politique du PDC qui n'existe pas en réalité.

Tout dernièrement, Mesdames et Messieurs, le DFAE nous parle d'un accord d'accès au marché UE. Le seul nom que mérite ce traité, c'est-à-dire accord de suppression de la démocratie directe suisse, n'est bien sûr jamais cité.

De quoi s'agit-il? La réponse est très simple: l'UE exige le droit de légiférer en Suisse. L'UE veut édicter des lois suisses sans que les Suissesses et les Suisses n'aient un mot à dire.

Les citoyennes et citoyens suisses sont invités à déposer leur droit de vote à Bruxelles. L'UE et ses fonctionnaires décident à notre place de notre avenir, de notre mode de vie, de notre manière de cohabiter. C'est la fin de la démocratie suisse. On nous propose de déposer et de composter à Bruxelles notre liberté, notre démocratie directe, notre neutralité et notre fédéralisme!

Non, Mesdames et Messieurs, cela ne doit pas arriver. Les citoyennes et citoyens suisses doivent relever ce défi. Je rappelle ces autres paroles de Gottfried Keller: "Aucun gouvernement et aucune armée ne peuvent protéger le droit et la liberté si le citoyen n'est pas capable de sortir de sa maison et de veiller au bon ordre." Si les citoyennes et citoyens suisses ne réagissent pas, la souveraineté suisse est définitivement perdue. Il ne faut pas que le nouveau souverain de la Suisse s'appelle UE.

#### VI. Les raisons de la résignation

Les citoyennes et les citoyens suisses commencent à comprendre les agissements de la Berne fédérale et de la cour de justice de Lausanne. "Que celui qui a des yeux, regarde, que celui qui a des oreilles, écoute!" C'est en vain qu'une presse alignée tente de dissimuler ces agissements. Le jour commence à se faire.

Des déclarations comme la suivante m'arrivent souvent aux oreilles: "Nous pouvons récolter des signatures, gagner des votations sur des initiatives et des référendums, voter et élire, mais les personnes que nous avons élues et qui devraient appliquer nos décisions font ce qu'ils veulent à nos frais. Il y a là manifestement des salopards à l'œuvre!"

De nombreuses personnes font le poing dans leur poche, ayant perdu toute confiance dans les autorités, les politiciens et les partis politiques. Il existe aujourd'hui de solides communes rurales qui atteignent une participation d'à peine 19%.

11/16

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Gottfried Keller: Das Fähnlein der sieben Aufrechten, 1<sup>re</sup> édition, Berhold Auerbach's Volkskalender, Leipzig, éd. Ernst Keil, 1861.

Alors ces mêmes gens disent également à l'UDC:

"Vous aussi, vous faites partie de de cette clique. Vous n'obtenez rien. L'immigration augmente alors que nous avons voté pour votre initiative contre l'initiative de masse. Le nombre de requérants d'asile augmente alors que la loi sur l'asile a été durcie. Les régulations, les impôts et les redevances augmentent contrairement à vos promesses électorales. L'économie croît, mais nous n'en ressentons pas les effets. L'immigration ronge nos salaires."

Mesdames et Messieurs, cette méfiance des citoyennes et des citoyens est justifiée. Ils ont été trop souvent trompés par des élus politiques qui n'ont cessé de leur mentir.

- Les **primes d'assurance-maladie** n'augmenteront plus, ont-ils entendu dire la conseillère fédérale Ruth Dreifuss, avant d'accepter la nouvelle loi sur l'assurance-maladie. **Depuis, ces primes se sont accrues de presque 170%!**
- L'adhésion à l'accord de Schengen ne coûtera que 7,4 millions de francs par an et augmentera notre sécurité, pouvait-on lire dans les explications de vote du Conseil fédéral. En réalité, cet accord coûte plus de 100 millions de francs cette année. Quant à l'augmentation de la sécurité, on a beaucoup de mal à la percevoir.
- Grâce à l'accord de Dublin, le problème des réfugiés pourra être réglé et tout ira mieux, parce que les pays du premier accueil s'occuperont des requérants d'asile. L'année de la votation sur l'accord de Dublin, la Suisse a enregistré 10 795 demandes d'asile; en 2017, on en a compté plus de 17 000 et l'année d'avant plus de 27 000.
- La libre circulation des personnes avec l'UE provoquera une immigration nette de 8000 à 10 000 citoyennes et citoyens UE par an au maximum, a-t-on pronostiqué.
   Depuis l'entrée en vigueur de la complète libre circulation des personnes en 2007, environ 75 000 personnes en chiffre net ont immigré en moyenne annuelle dont plus de 53 000 en provenance de l'UE.
- Le tournant énergétique ne coûtera pas, comme annoncé par l'UDC, 3200 francs, mais au maximum 40 francs par an et par famille, a prétendu la conseillère fédérale Doris Leuthard. Ce montant est dépassé quelques mois déjà après la votation. Et il augmentera encore massivement dans les années à venir.

Comment faut-il appeler ces agissements? Que dit-on quand on vole quelque chose, par exemple les droits civiques et le droit de vote? On appelle cela une **escroquerie!** Face à ces escrocs politiques – comment appeler autrement des personnes qui nous mentent aussi effrontément? – nous devons nous poser clairement la question suivante: voulons-nous aussi devenir des escrocs pour ne pas devoir mener cette dure bataille?

Nous devons nous demander si nous voulons être complices et subir le même sort habituellement réservé aux escrocs. Si nous ne faisons rien, nous serons responsables d'un renforcement de la résignation et du sentiment d'impuissance qui se répand au sein de la population. Non, nous devons dire haut et fort que nous refusons de participer à ce jeu malveillant. Nous ne faisons pas partie de ce syndicat d'escrocs sapant la démocratie.

#### VII. Que faut-il faire?

Que faut-il faire, Mesdames et Messieurs? La réponse est objectivement simple, mais nous devons actuellement affronter un nœud de vipères. Alors la meilleure manière d'agir est de suivre ce conseil biblique: "Soyez intelligents comme les serpents et sans fausseté comme les colombes."<sup>11</sup>

Nous n'avons pas l'expérience du combat contre des coups d'Etat, encore moins quand les putschistes résident dans les palais du gouvernement, du parlement et du tribunal. C'est une affaire unique que de voir se liguer les trois pouvoirs de l'Etat – le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire – pour priver les citoyens de leurs droits démocratiques.

Mais nous devons agir même si nous n'avons pas ce genre d'expérience. Nous devons chercher et trouver des alliés.

Il n'existe pas de prétexte justifiant l'inaction. La phrase si souvent entendue "De toute façon, on ne peut rien faire" ne compte pas. Ne vous laissez pas impressionner par la dignité de la fonction, par l'indépendance des tribunaux, par la concordance, par la collégialité et d'autres notions du même acabit. Ces principes sont certes précieux, mais ils n'ont pas été créés pour justifier un coup d'Etat.

On ne saurait être solidaire avec des violeurs du droit.

On ne peut s'allier à des individus qui se font célébrer par les médias comme des bien-pensants, mais dont les actions sont mauvaises.

L'UDC est décidée à combattre ce coup d'Etat en se servant d'instruments légaux et honnêtes. D'abord nous agirons par le biais des droits politiques qui sont donnés au peuple. Nous devons nous y tenir. Je ne crois pas aux comportements révolutionnaires.

Nous prendrons le juste chemin en commençant par le Parlement et, si nous y sommes mis en minorité, **nous agirons avec le peuple et par le peuple!** 

L'immigration incontrôlée avec toutes ses conséquences désastreuses doit être éliminée avec l'**initiative pour la limitation**. Comme l'exige la Constitution fédérale. Nous devons nous mettre au travail immédiatement. Signez la liste et récoltez un maximum de signatures. Nous devons travailler durement pour atteindre nos objectifs.

L'initiative pour l'autodétermination est déposée. Elle veille à ce que le **droit suisse** voulu par le peuple prime le droit international. Dans tous les Etats du monde, la constitution nationale est prioritaire par rapport au droit national. Je rappelle à ce propos le jugement du 15 décembre 2015 de la cour constitutionnelle allemande qui nie clairement la priorité du droit international par rapport au droit du pays. <sup>12</sup> Le droit à l'autodétermination des peuples doit être imposé. Pourquoi la Suisse serait-elle

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> Matthieu 10, 16.

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Décision du deuxième sénat du tribunal constitutionnel allemand du 15 décembre 2015

seule à faire exception? La Suisse, pays libéral s'il en est. Pourquoi la Suisse, cas particulier certes, mais refusant une originalité stupide, ferait-elle cavalier seul et pourquoi reviendrait-elle à la période d'avant la Constitution fédérale de 1848? Nous défendrons l'idée de l'Etat national libéral, refuge de la liberté.

Mesdames et Messieurs, nous disons clairement oui à l'initiative pour l'autodétermination.

#### VIII. Elections 2019

Nous devons nous préparer aux élections fédérales de 2019. Ni notre constitution, ni notre système étatique ne comportent des déficiences. Ce sont les élus politiques à la Berne fédérale qui posent problème. Ils ont juré de défendre l'indépendance du pays et les droits du peuple. Ils se sont rendus coupables de parjure. Ces violeurs du droit doivent être cloués au pilori. Ils devront être remplacés lors des prochaines élections. Le peuple veut des élus qui le prennent au sérieux, qui accomplissent leur devoir et qui font ce qu'ils doivent faire et non pas ce qu'ils veulent et ce qui les arrange!

Toutes les formes d'alignement sur le socialisme doivent être combattues. Le socialisme veut toujours plus d'Etat; il veut priver les citoyens de leur liberté, de leur propriété et de leurs droits. Nous ne pouvons tolérer cela. Le combat contre toutes les formes de socialisme est un devoir – aussi en Suisse si nous voulons la sauvegarder.

La question de fond qui se posera lors des élections 2019 est fort simple: qui défend encore la liberté et la démocratie directe? La Berne fédérale exige un nettoyage à fond. Saisissons nos balais et allons de l'avant!

#### IX. Non à l'accord-cadre avec l'UE

Nous devons concentrer toutes nos forces sur le combat contre l'accord-cadre avec l'UE. Ce combat contre un accord d'enchaînement aura lieu, comme c'est malheureusement prévisible, devant le peuple parce que le Conseil fédéral et le Parlement basculeront. Nous devons veiller à ce que les citoyennes et citoyens suisses ne soient pas contraints de céder leur droit de vote à Bruxelles. Nous nous préparons depuis cinq ans à cette campagne de votation. La situation n'est pas mauvaise pour nous.

#### X. Friedrich Dürrenmatt, maître à penser de l'UDC

La tâche ne sera pas facile. Nous serons attaqués, accablés de reproches et de diffamations. On tentera de nous faire chanter et de nous humilier. Mais gardez la tête haute. Cela fait plus de 25 ans que nous subissons ce genre d'agressions et nous les avons toujours supportées. "Ist der Ruf erst ruiniert, lebt es sich gänzlich ungeniert" (lorsque la réputation est détruite, on peut vivre sans gêne). Ne nous préoccupons pas de la réputation que tente de nous donner nos adversaires. Comme nous n'avons pas pensé en premier lieu à nous, le peuple a pensé à nous et a fait de l'UDC le plus grand parti politique de Suisse. Et dites-vous bien ceci: des violeurs du droit qui commettent tous les quatre ans un parjure ne peuvent pas porter atteinte à notre réputation.

Mesdames et Messieurs, la Suisse est heureusement un Etat fédéraliste. La situation politique est bien meilleure dans les cantons et les communes. Veillez à ce que les mauvaises habitudes de la Berne fédérale ne contaminent pas les cantons et les communes. Le risque est grand, mais comme les élus politiques cantonaux et communaux sont plus près des citoyens, ils commettent en général moins de sottises et doivent mieux respecter les règlements communaux et les constitutions cantonales.

Je le sais bien, Mesdames et Messieurs, nombre de nos concitoyennes et concitoyens ont perdu la foi dans les institutions et préféreraient même démolir la maison suisse.

Mesdames et Messieurs, tenons-nous-en encore une fois à Gottfried Keller. Il n'était certes pas membre de l'UDC parce que celle-ci n'existait pas à l'époque. Mais ne nous inspirons pas du récit de Max Frisch dont le faible héros tend finalement les allumettes aux incendiaires pour qu'ils mettent le feu à sa maison. Ecoutons plutôt un autre grand et intelligent poète suisse qui était au-dessus des partis politiques: **Friedrich Dürrenmatt**.

Voici ce qu'il a écrit (traduction de l'allemand): "Il ne faut pas avoir honte de son amour. L'amour de la patrie est un bel amour, mais il doit être sévère et critique, sinon c'est un amour de singe. On doit donc laver et frotter quand on découvre des tâches et des salissures sur la patrie, comme Hercule nettoyait les écuries d'Augias, la tâche à mes yeux la plus sympathique de toutes celles qu'il devait accomplir.

Mais il est insensé et stupide de vouloir démolir toute la maison. Car il est difficile dans ce pauvre monde fissuré de construire une nouvelle maison. Il faut plus d'une génération à cela et quand la maison sera enfin terminée elle ne sera pas meilleure que l'ancienne. Ce qui compte, c'est que l'on puisse dire la vérité et que l'on puisse se battre pour elle."<sup>14</sup>

Peter Juling: Treffendes über Politik, ein politischer Zitatenschatz von A bis Z, Gerlingen 1983, S. 186–187.

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> Cette citation est attribuée à Wilhelm Busch mais aussi à Berthold Brecht. En fait, il semble qu'elle ait été prononcée la première fois publiquement vers 1945 par le cabarettiste Werner Kroll.

Je n'ai pas de meilleures paroles que Friedrich Dürrenmatt pour décrire le mandat de ce 30<sup>e</sup> Congrès de l'Albisgüetli et de la centenaire UDC zurichoise.

Je me réjouis de repartir avec vous en campagne durant l'année 2018 pour nettoyer les écuries d'Augias de la Berne fédérale. Je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi. Je continuerai de me battre aussi longtemps que je ne serai pas vieux!

- Viva la Svizra!
- Viva la Svizzera!
- Vive la Suisse!
- Es lebe die Schweiz!